

fédéral, dont celui «concernant un crédit additionnel imputable au renchérissement destiné à la première étape de la construction du centre d'instruction fédéral de la protection civile à Schwarzenburg.» Etaient présents, outre les membres de la commission, M. Friedrich, conseiller fédéral, chef du Département fédéral de justice et police, MM. Huber, directeur de l'Office des constructions fédérales et plusieurs de ses collaborateurs, dont M. Jost, chef de la Division des bâtiments de l'Office des constructions fédérales.

Il faut rappeler que, par l'arrêté fédéral du 2 juin 1980, le Parlement a approuvé un crédit d'ouvrage de 24 470 000 francs pour la première étape de la construction du Centre de Schwarzenburg. La seconde étape n'est pas prévue avant 1987. Les travaux commencés en 1980 sont en voie d'achèvement mais un crédit additionnel de 2 600 000 francs est nécessaire pour couvrir les dépenses supplémentaires imputables au renchérissement. Le renchérissement est dû à l'augmentation des prix, inévitable lorsque l'ouvrage s'étale sur plusieurs années. Entre le moment de l'établissement du devis et celui de la commande des travaux et des livraisons, d'une part, et durant les années que dure l'exécution des travaux, d'autre part, on doit s'attendre à une évolution des prix vers la hausse, qu'il s'agisse des salaires ou qu'il s'agisse des matériaux de construction.

Il faut noter que le budget 1984 et le plan financier de l'Office des constructions fédérales ont tenu compte de ce besoin supplémentaire et que ce projet n'a exercé aucun effet concernant l'état du personnel. J'ajouterai que le projet d'arrêté fédéral en discussion se fonde sur l'article 22<sup>bis</sup> de la constitution fédérale et que l'article 60 de la loi sur la protection civile constitue la base légale permettant ainsi la construction du centre d'instruction en question. C'est à l'unanimité des huit membres présents que la commission a accepté l'arrêté fédéral proposé.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1 und 2**

**Titre et préambule, art. 1 et 2**

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 31 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

84.049

## **Verwaltungsgebäude Einsteinstrasse in Bern. Ausbau**

### **Bâtiment administratif Einsteinstrasse à Berne. Aménagement**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 30. Mai 1984 (BBI II, 849)  
Message et projet d'arrêté du 30 mai 1984 (FF II, 877)

Beschluss des Nationalrates vom 17. September 1984  
Décision du Conseil national du 17 septembre 1984

#### *Antrag der Kommission*

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### *Proposition de la commission*

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Mme **Bauer**, rapporteur: Ce même 14 août 1984, la commission du Conseil des Etats a examiné le message concernant des travaux d'aménagement de locaux dans le bâtiment administratif Einsteinstrasse 2 à Berne. Mais avant de discuter le message en présence de M. Friedrich, conseiller fédéral, chef du Département de justice et police, et de M. J.-W. Huber, directeur de l'Office des constructions fédérales. Les membres de la commission ont visité le bâtiment administratif de l'Einsteinstrasse sous la conduite de M. Jost, architecte, chef de la division des bâtiments, et en présence de M. Gemperli, adjoint à la division des réfugiés de l'Office fédéral de la police.

Faut-il rappeler qu'au cours des dix dernières années, afin d'assurer les locaux supplémentaires indispensables au développement de certains offices, sans avoir à augmenter le nombre des bureaux loués, l'administration fédérale a utilisé au maximum les surfaces encore disponibles dans des bâtiments anciens, procédant à l'aménagement de combles, d'étages intermédiaires et de sous-sols en bureaux ou locaux d'archives. Placée devant l'urgente nécessité de proposer des locaux destinés à recevoir des collaborateurs de la division des réfugiés de l'Office fédéral de la police, personnel supplémentaire chargé de traiter les demandes d'asile en augmentation, dont les deux conseils ont autorisé l'engagement il y a peu, l'administration centrale propose de créer des bureaux pour 80 personnes dans le bâtiment de l'Einsteinstrasse, occupé actuellement, d'une part, par l'Office fédéral de la propriété intellectuelle, d'autre part, par la direction des mensurations cadastrales.

Actuellement, le personnel est logé provisoirement à l'Helvetiastrasse 16, dans de vieux baraquements qui devront être démolis d'ici à fin avril 1986 pour permettre la construction du centre pour les biens culturels à Unterkirchenfeld et c'est donc à cette date-là que les nouveaux bureaux devront être disponibles. Le coût des travaux est évalué à 5 400 000 francs. Il faut noter que la commission a pris connaissance d'un message adressé au Conseil fédéral le 2 juillet 1984 par la Délégation parlementaire des finances dont le président est notre collègue M. Belser. Dans cette lettre, la Délégation parlementaire des finances fait les remarques suivantes: premièrement, elle s'inquiète des conséquences financières qui découleront de l'augmentation du personnel et elle déclare que les renseignements fournis par l'administration sont fragmentaires; deuxièmement, le problème de l'entretien des locaux – affirme la délégation – devra être discuté par les deux commissions chargées d'étudier le message; troisièmement enfin, la Délégation des finances prie le directeur des constructions fédérales et le secrétaire général du Département de justice et police de proposer une solution de rechange suggérant que le personnel supplémentaire soit logé dans des bâtiments provisoires à Liebefeld, par exemple.

A ces suggestions dont a débattu la commission de votre conseil, M. Huber, directeur de l'Office fédéral des constructions a répondu qu'il n'y a pas d'alternative et qu'aucune possibilité de loger 80 nouveaux fonctionnaires n'existe ni sur la place de Berne ni dans les environs. Les membres de la commission se sont rangés à cet avis. De par l'afflux des réfugiés, il y a urgence et les travaux doivent être exécutés, en priorité, le plus rapidement possible. Ainsi en a décidé la commission à l'unanimité des huit membres présents.

**Belser:** Gegen den Ausbau der Gebäude an der Einsteinstrasse habe ich nichts einzuwenden. Gestatten Sie mir aber einige Bemerkungen zur gesamthaften Unterbringung der Flüchtlingsabteilungen und der Rekursinstanzen. Sie werden, wenn die Pläne verwirklicht sind und der Personalbestand aufgestockt ist, an insgesamt sechs Orten untergebracht sein. Bei der Behandlung einiger Teilaspekte dieses Unterkunftsproblems stellten wir in der Finanzdelegation fest, dass diese Lage nicht befriedigen kann. Ebenso klar war aber immer der Widerstand zu spüren, ausserhalb von Bern eine betrieblich bessere Lösung zu finden. Dass sich dagegen die direkt Betroffenen wehren, das verstehe ich eigentlich noch. Dennoch möchte ich den Bundesrat bitten, etwas ernsthafter nach dezentralisierten Lösungen, nach denen mindestens einzelne Gruppen zusammengefasst werden können, zu suchen. Es nützt nichts, wenn man eine Liste von Bundesämtern aufstellt, die von Bern in andere Landesgegenden verlagert werden sollen, gleichzeitig aber bei aktuellen Ausbauproblemen der Verwaltung mit allen erdenklichen Argumenten dann wieder für den Standort Bern kämpft. Es gibt Möglichkeiten im Raume Biel oder Grenchen, aber ich habe das Gefühl, die Bundesverwaltung will nicht. Deshalb findet man auch keine Lösung.

**Bundesrat Friedrich:** Ich stelle fest, dass der Ausbau des Gebäudes Einsteinstrasse an sich nicht umstritten ist.

Zu den Bemerkungen von Herrn Belser möchte ich sagen: Es ist auch für uns unerfreulich, dass die Abteilung Flüchtlinge und der Beschwerdedienst je an drei verschiedenen Orten untergebracht werden sollen. Das Amt für Bundesbauten hat uns vorläufig leider keine besseren Lösungen präsentieren können. Wir dringen von uns aus, in unserem eigenen Interesse, auf bessere Lösungen.

Zur Verlegung in die Umgebung von Bern: Man kann meines Erachtens ein ganzes Amt aus der Stadt Bern hinaus verlegen, aber man kann nicht eine Abteilung aus einem Amt herausreissen und diese Abteilung allein von Bern wegnehmen. Der Stab der Abteilung Flüchtlinge und die Sektion Inland sind nun einmal mit der zentralen Infrastruktur des Amtes aufs engste verbunden, müssen doch vor allem der rasche Zugriff auf die verschiedenen Dossierkategorien in der Personalregistratur und die Verfügbarkeit der zentralen Textverarbeitung und Telexzentrale jederzeit gewährleistet sein. Wenn wir eine Abteilung von diesen zentralen Diensten wegreissen und meinetwegen nach Biel oder Grenchen verlegen, dann müssen wir diese Infrastruktur dort ein zweites Mal aufbauen. Das ist mit ausserordentlich hohen Kosten verbunden, was uns nicht zweckmässig zu sein scheint.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1 und 2**

**Titre et préambule, art. 1 et 2**

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusentwurfes 36 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

83.922

**Motion des Nationalrates (Zehnder).**

**Schwarzarbeit**

**Motion du Conseil national (Zehnder).**

**Travail au noir**

Beschluss des Nationalrates vom 23. März 1984

Décision du Conseil national du 23 mars 1984

*Wortlaut der Motion*

Der Bundesrat wird aufgefordert, die Strafbestimmungen gegen Arbeitgeber, welche ausländische Arbeitskräfte ohne Bewilligung beschäftigen, sowie gegen Schlepper durch eine Revision von Artikel 23, Absätze 1 und 3 des ANAG (Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer) zu verschärfen. Dabei ist vom Grundsatz auszugehen, dass nicht nur der Schlepper, sondern auch der Arbeitgeber durch sein rechtswidriges Handeln den illegalen Aufenthalt des Ausländers in der Schweiz erleichtert, auch dann, wenn er diesen nicht selbst beherbergt. Ferner ist das Maximum der angedrohten Bussen wesentlich zu erhöhen und gleichzeitig eine Bewilligungssperre gegen fehlbare Firmen zu verhängen.

*Texte de la motion*

Le Conseil fédéral est chargé de rendre plus sévères, par un projet de révision de l'article 23, 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, les dispositions pénales contre les employeurs qui engagent de la main-d'œuvre étrangère sans autorisation, ainsi que contre les passeurs. En effet, il faut partir du principe que ce n'est pas seulement le passeur, mais aussi l'employeur qui, par son action illicite, facilite le séjour de l'étranger en Suisse, même s'il ne l'héberge pas lui-même. Il faudra également augmenter sensiblement l'amende maximale prévue et en même temps retirer aux entreprises contrevenantes l'autorisation d'employer des étrangers.

**Miville, Berichterstatter:** Am 23. März dieses Jahres hat der Nationalrat oppositionslos beschlossen, eine Motion unseres Kollegen Herbert Zehnder betreffend schärfere strafrechtliche Erfassung der Schwarzarbeit gutzuheissen, d. h. an den Bundesrat weiterzuleiten.

Die Motion verlangt eine Verschärfung der Strafbestimmungen gegen Arbeitgeber, welche ausländische Arbeitnehmer ohne Bewilligung beschäftigen, sowie gegen die sogenannten Schlepper, und zwar auf dem Wege einer Revision von Artikel 23 Absätze 1 und 3 des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern (ANAG). Gefordert wird eine wesentliche Erhöhung des Maximums der angedrohten Bussen, ferner eine Bewilligungssperre gegen fehlbare Firmen.

Ihre Kommission, die im Beisein von Herrn Direktor König vom Bundesamt für Ausländerfragen sowie des Herrn Dr. Peter von der Bundesanwaltschaft getagt hat, empfiehlt Ihnen mit 6 zu 1 Stimmen (bei einer Enthaltung) Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Wenn hier von Schwarzarbeit die Rede ist, so muss man gleich zu Beginn eine wichtige Einschränkung betonen, die denn auch zu kritischen Bemerkungen und einer Gegenstimme in der Kommissionsberatung führte: es gibt natürlich das Gesamtproblem der sowohl von Schweizern als auch von Ausländern geleisteten Schwarzarbeit, und es gibt als Teil dieser Problematik besonders die von Ausländern geleistete Schwarzarbeit mit ihren humanen, sozialen und strafrechtlichen Aspekten. Und hier steht nur die Ausländer-Schwarzarbeit zur Diskussion, und dies nur unter strafrechtlichen Gesichtspunkten.

Wenn sich Schweizer als Schwarzarbeiter betätigen, so schädigen sie unter Umständen ihren Arbeitgeber, und es

## **Verwaltungsgebäude Einsteinstrasse in Bern. Ausbau**

### **Bâtiment administratif Einsteinstrasse à Berne. Aménagement**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.049
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.09.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	452-453
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 869

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.